



FLASH DE CONJONCTURE



DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ÉCONOMIE

FIN AOÛT 2021 - N°6/2021

Union – Discipline – Travail

SYNTHÈSE

Au niveau mondial, l'activité économique est caractérisée par une reprise tirée notamment par l'économie américaine et les pays de la Zone Euro qui bénéficient de soutiens budgétaires des pouvoirs publics, du déploiement de vaccins et du redémarrage de nombreuses activités économiques.

En ce qui concerne l'activité économique nationale, l'environnement économique est en amélioration, après une année 2020 morose du fait des effets néfastes de la crise sanitaire. Elle bénéficie de l'allègement des mesures restrictives de lutte contre la Covid-19 au niveau national et international.

Sur les huit premiers mois de l'année 2021 et comparée à la même période de l'année 2020, l'activité économique progresse, portée par la bonne orientation de l'activité industrielle, du secteur tertiaire et de l'agriculture d'exportation. Quant à l'Indicateur avancé du BTP, il affiche une baisse mais devrait se redresser au second semestre, en lien avec l'accélération de l'exécution des projets publics d'infrastructures.

L'indice harmonisé des prix à la consommation progresse de 4,7% en moyenne sous l'effet à la fois des produits comestibles (+8,5%) et des produits non alimentaires (+2,9%).

Le nombre de salariés dans l'emploi formel s'accroît de 6,3% pour s'afficher à 1 159 675 à fin août 2021, porté à la fois par le secteur privé (+5,7%) et le secteur public (+8,8%).

En ce qui concerne le commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur augmentent de 19,0%. Il ressort de ces évolutions un excédent commercial de 673,3 milliards de FCFA, en hausse de 18,8%. Les termes de l'échange s'améliorent de 4,7% sous l'effet conjugué d'une augmentation des prix à l'exportation de 3,9% et d'une baisse des prix à l'importation de 0,7%.

La situation des finances publiques est marquée par un accroissement conjugué des recettes totales et dons (23,3%) et des dépenses totales et prêts nets (6,0%), comparée au niveau d'août 2020. En revanche, les dépenses d'investissement se contractent de 6,8% (-77,9 milliards de FCFA) sous l'effet du démarrage tardif de certains projets. Le solde budgétaire enregistre un déficit de 737,5 milliards de FCFA, financé par le recours aussi bien au marché sous régional qu'au marché international.

Quant au financement intérieur, il progresse aussi bien au niveau des créances nettes sur l'Administration Centrale que des créances sur l'économie.

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), l'indice BRVM 10 se contracte de 0,1% et l'indice BRVM composite se raffermi de 11,3%.

CONTEXTE ECONOMIQUE

L'économie mondiale est marquée en 2021 par une reprise observée dans la plupart des pays. La relance est tirée notamment par l'économie américaine et les pays de la Zone Euro qui bénéficient des soutiens budgétaires des pouvoirs publics, du déploiement de vaccins et du redémarrage de nombreuses activités économiques. Cependant, les faibles taux de vaccination dans les pays émergents et les pays en développement liés aux difficultés d'accès aux vaccins affectent le rythme de redressement de leurs économies.

Selon les premières estimations, au deuxième trimestre 2021, la production a progressé de 12,2% aux Etats-Unis, au Japon (+7,6%) et dans la zone euro (+13,0%), en glissement annuel. Au troisième trimestre, la reprise semble s'essouffler aux Etats-Unis, en Chine et au Japon, affectée par le variant Delta de la Covid-19. Par contre, en Zone Euro, les indicateurs évoluent favorablement dans l'ensemble, permettant d'espérer un renforcement de la relance économique sur ce trimestre.

Globalement, pour l'année 2021, le Fonds Monétaire International (FMI), dans les Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) du mois d'octobre 2021 a révisé sa prévision de croissance mondiale à +5,9% soit 0,1 point de pourcentage de moins que dans la mise à jour de juillet 2021.

Concernant l'inflation, le niveau reste élevé aux Etats Unis et en zone euro, sous l'effet des contraintes diverses sur l'offre qui ne permettent pas de faire face à la hausse de la demande, de la flambée des cours des matières premières et de l'énergie.

En effet, le marché des matières premières enregistre, en moyenne sur les huit premiers mois de l'année 2021 et en

glissement annuel, une augmentation des cours du pétrole brut (+63,4%), du cacao (+1,6%), du coton (+33,6%), du caoutchouc (+32,0%), de l'huile de palme (+67,6%), du café (+25,6%) et de l'or (+5,4%).

De façon spécifique, au mois d'août 2021, le cours du cacao poursuit sa tendance haussière amorcée après le creux enregistré au mois d'octobre 2020. Il en est de même des cours du caoutchouc et du coton qui augmentent respectivement de 5,9% et 3,7%, maintenant leur tendance haussière observée depuis le mois d'avril 2020. En outre, les cours du café (+5,2%), de l'huile de palme (+6,7%) et du sucre (+9,6%) s'accroissent. A l'inverse, le cours du pétrole brut baisse de 5,6% pour s'afficher à 70,9 dollars US le baril en moyenne sur le mois d'août, en raison des inquiétudes sur la demande mondiale liées à la propagation rapide du variant Delta. De même, les cours de l'or, du maïs et du riz régressent respectivement de 1,2%, 7,9% et 2,7%.

Sur le marché des changes, au mois d'août 2021, l'euro s'apprécie par rapport au dollar US (+0,1%) et à la livre sterling (+0,3%). A l'inverse, la monnaie européenne se déprécie par rapport au yen (-0,3%) et au yuan renminbi (-0,1%).

Au niveau national, l'environnement économique est en amélioration, après une année 2020 morose du fait des effets néfastes de la crise sanitaire. Cette évolution favorable est en relation avec l'allègement des mesures restrictives de lutte contre la Covid-19 au niveau national et international ainsi que les avancées des campagnes de vaccination qui freinent la propagation de la maladie. De même, l'activité économique bénéficie de la poursuite de l'exécution des grands projets publics d'infrastructures, du démarrage de nouvelles réalisations ainsi

que de la mise en œuvre continue du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH).

Sur le plan de la modernisation de l'Administration, la Direction Générale des Douanes s'est dotée d'un système de vidéo-surveillance aux postes frontières Est de Takikro et de Niablé pour s'assurer de la sincérité des déclarations et de leurs concordances. Ces équipements devraient permettre de lutter contre la fraude, la contrebande et d'améliorer le recouvrement des recettes fiscales.

Cependant, la compétitivité de l'économie ivoirienne par rapport à ses partenaires commerciaux se dégrade. En effet, le Taux de Change Effectif Réel (TCER) a augmenté de 7,3% au premier semestre 2021 comparativement à la même période de 2020. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse à la fois du Taux de Change Effectif Nominal (TCEN) et du différentiel de prix de 6,0% et 1,2% respectivement.

Réalisations sur les huit premiers mois de l'année 2021 comparées à la même période de l'année 2020, sauf indication contraire.

Valeurs en FCFA, sauf indication contraire.

1 SECTEUR REEL

Dans le secteur réel, l'agriculture d'exportation, l'activité industrielle ainsi que les activités du tertiaire évoluent favorablement. Toutefois, l'indicateur avancé du BTP est orienté à la baisse.

1.1 Secteur primaire

Le secteur primaire connaît une évolution contrastée marquée par une production globalement à la hausse dans l'agriculture d'exportation et une agriculture vivrière en berne.

L'agriculture d'exportation est portée par la progression des productions de noix de cajou (+29,8%), de banane dessert (+12,2%), d'ananas (+13,8%), de régimes de palme (+9,9%), de coton graine (+14,5%) et de cacao fèves (+20,9% à fin juin 2021), malgré le repli des productions de sucre (-11,2%) et de café (-48,6% à fin juin 2021).

La production de **noix de cajou** a bénéficié de l'introduction de variétés améliorées, de la mise en œuvre de nouvelles technologies

agricoles dans les plantations et du renouvellement des parcelles pour répondre aux normes techniques. Par ailleurs, la reprise de la demande sur le marché international et l'amélioration de l'accès des acheteurs nationaux au financement bancaire ont favorisé la commercialisation et le respect du prix bord champ de 305 FCFA.

Dans les branches fruitières, la filière **ananas** bénéficie de l'installation de plusieurs unités de transformation notamment la Société « Trafrule » et l'unité de transformation de la société Suisse « HPW Fresh & Dry », inaugurées respectivement les 15 juillet et 15 avril 2021. Ces capacités installées offrent de nouveaux débouchés à la production. En effet l'ananas et la banane dessert d'origine ivoirienne ont perdu d'importantes parts de marchés sur le marché européen en raison de la forte concurrence de la production Latino-américaine.

Quant à la production de banane dessert, elle tire avantage des investissements réalisés au niveau des grandes plantations

industrielles détenues par des investisseurs étrangers et de la maîtrise, par ces derniers, des circuits de commercialisation sur les marchés extérieurs.

Tableau 1 : Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	8 premiers mois 2020	8 premiers mois 2021	Variation (%)
Cacao fèves*	865 406,5	1 045 976,5	20,9
Café*	82 701,8	46 360,1	-43,9
Noix de cajou	735 206,0	954 308,0	29,8
Ananas	41 055,1	46 722,5	13,8
Banane dessert	308 528,2	346 077,1	12,2
Coton graine**	368 026,2	421 382,2	14,5
Régime de palme	1 848 041,7	2 031 129,0	9,9
Sucre**	114 036,4	101 296,5	-11,2

Sources : DGE, OPA, MINADER

*Données à fin juin 2021

** fin de campagne

Au niveau de la filière palmier à huile, bien qu'en accroissement, la production de **régimes de palme** est confrontée d'une part, à un faible rendement des champs en lien avec l'insuffisance de main d'œuvre pour mettre en œuvre les techniques culturales préconisées et d'autre part, à des difficultés financières pour l'achat d'intrants. Par conséquent, la production est largement inférieure à la capacité de traitement installée au niveau des unités de transformation. Cette situation entraîne une concurrence entre ces unités pour s'approvisionner en matières premières. Afin d'augmenter la productivité des plantations, plusieurs solutions sont envisagées notamment le zonage, la mise à disposition des plants améliorés et des engrais aux producteurs sur la base d'un mécanisme de subvention ou de financement.

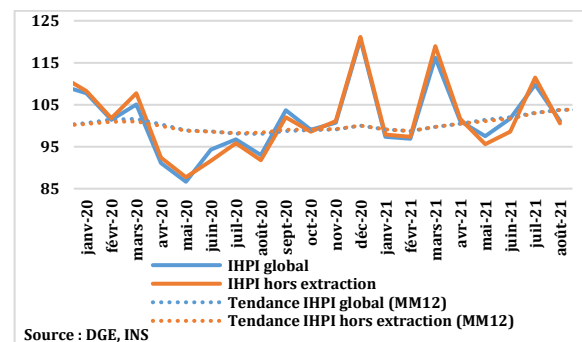
Au niveau de l'agriculture vivrière, le renchérissement des prix des produits alimentaires confirme la baisse de la production de la plupart des cultures

prévue en 2021, notamment la banane plantain (-2,5%), le manioc (-2,2%), l'igname (-0,8%) et le maïs (-3,1%). En effet, le secteur du vivrier est affecté par un déficit pluviométrique. Il subit également la perturbation des ensemencements enregistrée au cours de l'année 2020, en raison du déficit de la main d'œuvre saisonnière provenant des pays de l'hinterland consécutif à la fermeture des frontières terrestres imposée en 2020 dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

1.2 Secteur secondaire

L'Indice Harmonisé du volume de la Production Industrielle enregistre à fin août 2021 un accroissement de 5,9% imputable à la progression des productions des « industries manufacturières » (+8,0%), des « industries extractives » (+6,3%) et des « industries environnementales » (+7,6%). Par contre, la production des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » se contracte de 4,1%.

Graphique 1 : Evolution de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI)



Source : DGE, INS

L'évolution favorable des « **industries manufacturières** » résulte principalement de la hausse de la production des « industries chimiques, pharmaceutiques, du caoutchouc et du plastique » (+24,1%), des « industries textiles et d'habillement » (+22,3%), des « industries métalliques » (+10,9%), des « industries de matériaux minéraux » (+6,4%), des « industries de

transformation de produits pétroliers » (+12,2%) et des « Industrie du papier et du carton, imprimerie et reproduction d'enregistrement » (+17,4%) ainsi que du repli de la production des « industries agro-alimentaires » (-5,1%).

En ce qui concerne les « industries de transformation de produits pétroliers », la production de produits pétroliers s'accroît de 19,1% en lien avec le regain de dynamisme du transport terrestre suite à l'allègement des mesures de lutte contre la Covid-19. La demande de produits pétroliers est principalement tirée par la consommation intérieure qui progresse de 25,6% alors que les exportations baissent de 0,6%.

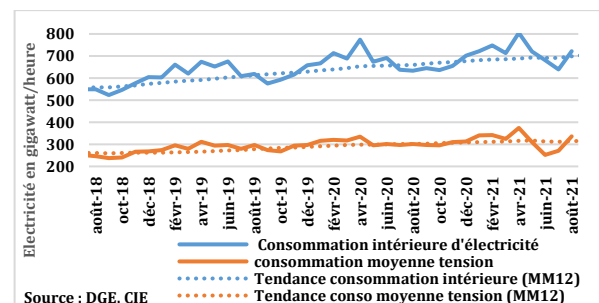
Les « **industries extractives** » s'affichent en hausse en raison de la bonne tenue de la division « extraction de minerais métalliques » (+9,7%). Cette dernière bénéficie de la vitalité des productions d'or et de nickel qui augmentent respectivement de 9,6% et 12,8%. A l'inverse, la production de manganèse régresse de 28,8%. Concernant la division « extraction d'hydrocarbures », la production en volume recule de 2,4%. La production de pétrole brut se contracte de 16,0% tandis que l'extraction de gaz naturel s'accroît de 8,4%. La production de pétrole brut pâtit de la déplétion des puits, en relation avec le retard accusé dans la réalisation de nouveaux investissements, tandis que la production de gaz naturel bénéficie de la forte demande pour la production d'électricité de source thermique.

Au niveau des « **industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau** », la production d'électricité affiche une hausse de 0,2% à fin août 2021 après être restée en repli de fin mai à fin juillet

2021. Elle bénéficie du renforcement du rythme de progression de la production d'électricité de source thermique qui se situe à 11,3% contre 8,8% à fin juin 2021. Par contre, la baisse de la production d'électricité de source hydraulique s'accroît à 27,1% contre un repli de 21,5% enregistré à fin juin 2021.

La production de source hydraulique a été affectée par le tarissement des retenues d'eau des barrages hydroélectriques en lien avec la sécheresse survenue en fin d'année 2020 et début d'année 2021. Le rationnement de la fourniture d'électricité démarré à fin avril 2021, en raison de l'insuffisance de l'offre, s'est achevé le 15 juillet 2021. Pour gérer le rationnement, la répartition de la production d'électricité s'est faite en faveur de la demande intérieure qui progresse de 5,0% au détriment des exportations qui régressent de 34,5%.

Graphique 2 : Evolution de la consommation d'électricité



A fin juin 2021, l'indicateur avancé du Bâtiment et Travaux Publics (BTP) a affiché un repli de 2,2%. Le BTP est affecté par le démarrage tardif de certains projets publics d'investissement et par l'envolée du prix du ciment due à la crise énergétique que la Côte d'Ivoire a connu de la fin du mois d'avril à la mi-juillet 2021. En effet, cette crise a ralenti l'activité des cimentiers et a accru leurs coûts de production en raison du recours aux groupes électrogènes.

La fin de la crise énergétique et l'accélération prévue de l'exécution des projets d'infrastructures publiques devraient induire un redressement du BTP au second semestre 2021.

Au total sur l'année 2021, le BTP bénéficie de la poursuite et du démarrage de certains projets, notamment (i) la réhabilitation des tours C, D et E de la cité administrative, (ii) la construction du quatrième pont d'Abidjan reliant la commune de Yopougon à celle du Plateau, (iii) la construction de la tour F de la cité administrative du Plateau, (iv) la construction du pont reliant la commune de Cocody à celle du Plateau, (v) la réalisation de l'échangeur du carrefour de l'Indénié, (vi) les travaux de rénovation du stade Felix Houphouët Boigny ainsi que (vii) la construction des stades de Bouaké, Yamoussoukro, Korhogo, San-Pedro et de nouvelles routes dans les quartiers d'Abidjan et de l'intérieur du pays.

1.3 Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est marqué par la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes, en lien avec l'allègement des mesures de lutte contre la Covid-19 et le regain de la demande.

Tableau 2 : Evolution des principaux indicateurs du secteur tertiaire

	08 mois 2019	08 mois 2020	08 mois 2021	Variation
ICA commerce de détails	147,3	140,2	157,7	12,5%
Trafic global maritime - en milliers de tonnes	20 967,2	20 002,3	23 215,8	16,1%
Total voyageurs aérien	1 360 739	506 637	925 789	82,7%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise - en tonnes)	89 974	83 058	91 283	11,8%

Source: DGE, BCEAO, AERIA, PAA, PASP
*Données à fin juillet 2021

L'indice du chiffre d'affaires du **commerce de détail** progresse de 12,5%, sous l'effet de la bonne tenue des ventes dans l'ensembles des postes.

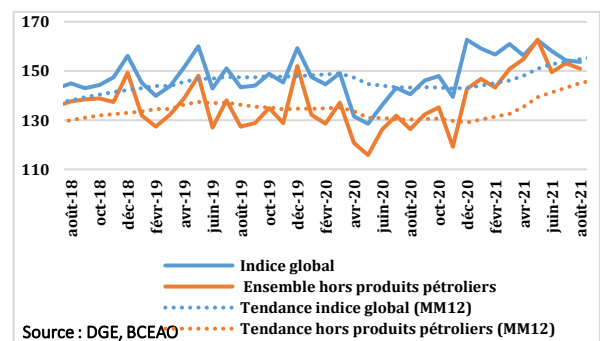
L'indice du chiffre d'affaires des ventes de « produits de l'alimentation » augmente de 18,1%.

Les ventes de produits pétroliers s'accroissent de 4,4%, en lien avec la hausse des quantités vendues.

Les ventes s'accroissent de 25,4% au niveau du poste « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées ».

Quant au chiffre d'affaires des ventes de produits pharmaceutiques et cosmétiques, il augmente de 16,3%.

Graphique 3 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Le **transport routier** conserverait son dynamisme, au regard de la consommation des carburants « gasoil » et « super » qui s'accroît de 21,6%.

Le trafic total de marchandises par voie **ferroviaire** progresse de 11,8%, porté par le dynamisme à la fois des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (+12,3%) et du trafic intérieur (+1,5%).

Le **transport aérien** continue de se redresser, au regard du nombre de passagers commerciaux qui progresse de 82,7% pour s'afficher à 925 789. Toutefois, ce nombre reste en deçà du niveau enregistré avant la pandémie qui était de 1 360 739 et 1 277 894 respectivement à fin août 2019 et fin août 2018.

Dans le **transport maritime**, la tendance haussière amorcée depuis le début de l'année se poursuit. À fin août 2021, le trafic

global de marchandises s'accroît de 16,1%, grâce au dynamisme de l'activité au niveau des deux ports.

Au port d'Abidjan, le trafic global de marchandises enregistre un bond de 13,5% pour s'afficher à 19 101 373 tonnes. Cette bonne tenue s'explique par la vigueur du trafic national (+12,2%) du transit (+25,6%) et du transbordement (+17,7%).

Au port de San Pedro, le trafic global de marchandises demeure également bien orienté. Il s'accroît de 29,5%, porté essentiellement par les activités hors transbordement (+38,3%), en dépit d'une contraction de 9,2% des activités de transbordement.

En ce qui concerne la branche des **télécommunications**, elle poursuit son expansion caractérisée par l'évolution favorable du nombre d'abonnements, du volume d'activité et du chiffre d'affaires. En effet, à fin août 2021, le nombre de minutes d'appel progresse de 56,2% en glissement annuel. Le trafic internet connaît également une forte hausse de 42,3%, profitant de la vulgarisation du télétravail et de l'essor des visioconférences. Le nombre de SMS, enregistre, quant à lui, une hausse de 6,8%.

S'agissant du chiffre d'affaires du secteur, il s'accroît globalement de 7,1%, sous l'impulsion de celui de la téléphonie mobile (+7,8%). A l'inverse, le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe recule de 8,8%.

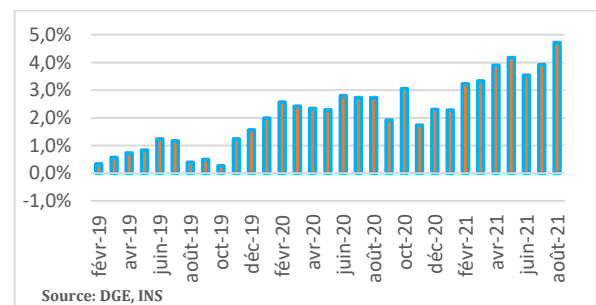
Par ailleurs, le nombre d'abonnements dans la téléphonie mobile progresse de 9,8%.

1.4 Prix à la consommation

Les prix à la consommation maintiennent leur tendance haussière, en glissement annuel.

Au mois d'août 2021, l'accroissement de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) atteint 4,7%, en glissement annuel, après +3,9% au mois de juillet 2021. Cette évolution découle de la persistance du renchérissement des prix des produits comestibles (+8,5%) et d'une hausse plus modérée de ceux des produits non alimentaires (+2,9%).

Graphique 4 : Evolution de la hausse de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel



Les prix des produits alimentaires augmentent sous l'effet des prix des « tubercules et plantains » (+15,9%), des légumes frais (+16,9%), des poissons (+9,6%), des viandes (+9,4%) et des céréales non transformées (+7,6%). Par contre, les prix des fruits diminuent de 6,4%.

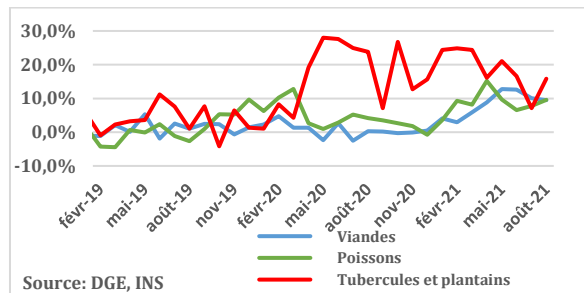
Concernant les produits non alimentaires, ils subissent le relèvement de prix observé sur quelques fonctions, notamment les « loyers effectifs » (+8,3%), les services d'« entretien et réparations des logements » (+4,6%), les services de transport (+4,1%), la communication (+4,8%) et l'enseignement (+4,6%). Par contre, les prix des « loisirs et culture » (-0,8%) fléchissent.

En moyenne sur les huit premiers mois de l'année en cours, l'IHPC s'accroît de 3,6%, sous l'effet de la progression des prix des produits comestibles de 5,9% et de ceux des produits non comestibles de 2,5%.

Les produits comestibles subissent la forte hausse des prix moyens (i) des tubercules

et plantain de 18,2% en lien avec le repli de la production locale, (ii) des viandes de 8,3%, et (iii) des poissons de 8,7%. En revanche, les prix des « légumes frais » (+2,2%), des « céréales non transformées » (+2,6%) et des « fruits » (+1,0%) augmentent modérément.

Graphique 5 : Evolution de la hausse des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel



La production vivrière locale est affectée par les retards accusés dans les ensemencements au cours de l'année 2020, en raison d'une part, du déficit hydrique et d'autre part, de l'absence de la main d'œuvre saisonnière provenant des pays de l'hinterland, en relation avec la fermeture des frontières terrestres imposée en 2020.

Le prix de la viande subit la perturbation de l'élevage et de la commercialisation due à la crise sécuritaire dans le sahel. Quant au prix moyen des poissons, il est impacté par la flambée du fret maritime.

1.5 Emploi

Dans le secteur formel, le nombre de salariés s'accroît de 6,3% en glissement annuel pour s'afficher à 1 159 675 à fin août 2021. Cette embellie est portée à la fois par la progression de l'effectif de salariés dans le secteur privé (+5,7%) et le secteur public (+8,8%).

Dans le secteur privé, le nombre de salariés atteint 901 963 contre 853 695 un an plus tôt, soit une création nette de 48 268 emplois. Toutefois, au cours des huit premiers mois de l'année 2021, le nombre

de nouvelles immatriculations enregistrées à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) accuse une baisse de 0,7% comparé à celui enregistré à la même période de 2020.

Dans le secteur public, le nombre de nouveaux fonctionnaires intégrés au fichier de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE) sur les huit premiers mois de l'année 2021 progresse de 11,9%, comparé à la période correspondante de 2020. Les recrutements sont orientés essentiellement vers les Ministères en charge de l'éducation (50,3%) et de la santé (15,8%).

2 FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques est caractérisée par un accroissement de 23,3% des recettes totales et dons, comparés à leur niveau observé un an plutôt pour s'établir à 3 959,2 milliards. Cette hausse est essentiellement imputable aux recettes fiscales (+686,2 milliards, soit +26,7%) et aux recettes non fiscales (+127,1 milliards, soit 30,2%).

Le bon niveau de mobilisation des recettes fiscales est attribuable aux taxes hors produits pétroliers (+181,2 milliards), aux BIC hors pétrole (+109,5 milliards), à la TVA (+80,4 milliards) et aux taxes sur produits pétroliers (+44,2 milliards).

S'agissant des recettes non fiscales, la hausse globale de 127,1 milliards s'explique principalement par celle des cotisations de sécurité sociale (+86,7 milliards), notamment la CNPS (+73,0 milliards).

Les dons, quant à eux, sont en baisse de 70,2% sur la période sous revue et s'établissent à 32,6 milliards, en relation avec le report à fin octobre 2021 du

paiement des échéances du troisième C2D prévues initialement en août 2021.

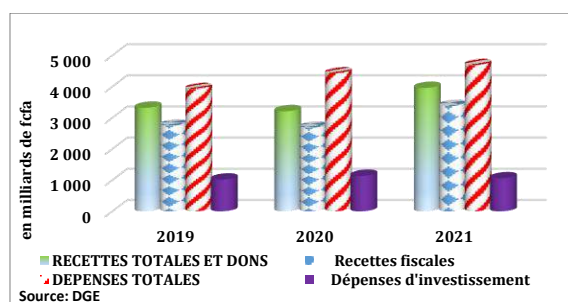
Les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 4 696,7 milliards, en hausse de 266,3 milliards par rapport au niveau d'août 2020. Cette hausse s'explique par un accroissement des subventions et autres transferts (+197,2 milliards), des intérêts sur la dette (+71,3 milliards), des dépenses de personnel (+31,5 milliards) et des dépenses de sécurité (+13,6 milliards).

En revanche, cette hausse est atténuée par un repli des dépenses d'investissement de 77,9 milliards (-6,8%) en lien avec le démarrage tardif de certains projets.

Il en résulte un solde budgétaire déficitaire de 737,5 milliards. Afin de financer ce déficit et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivée à échéance, la Côte d'Ivoire a eu recours aussi bien au marché sous régional qu'au marché international pour un montant de 2 329,1 milliards.

Sur le marché sous régional, les mobilisations s'élèvent à 1 720,7 milliards. Elles comprennent 723,0 milliards de bons du trésor (dont 570,2 milliards de bons de trésorerie), 411,7 milliards d'emprunts obligataires et 586,0 milliards d'obligations du trésor. Quant au marché international, la Côte d'Ivoire a levé 608,4 milliards au cours du mois de février 2021.

Graphique 6 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin août



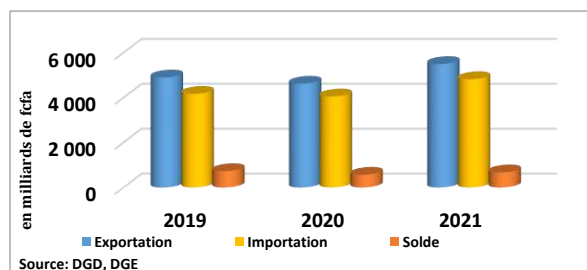
3 COMMERCE EXTERIEUR

Sur les huit premiers mois de l'année 2021, le commerce extérieur hors biens exceptionnels enregistre une hausse en valeur des exportations de 19,0% sous l'effet d'une augmentation à la fois du volume de 14,5% et du prix moyen de 3,9%. De même, les importations en valeur croissent de 19,0%, impulsées par la progression du volume de 19,9% alors que le prix moyen fléchit de 0,7%, en dépit de la hausse du fret maritime constatée au niveau mondial. Ainsi, les termes de l'échange s'améliorent de 4,7%.

Les exportations sont soutenues par les ventes en valeur des produits primaires (+24,8%), des produits transformés (+14,2%) et des produits miniers (+12,5%). Les principaux produits enregistrant une hausse en valeur sont le cacao fèves (+16,8%), le caoutchouc naturel (+42,7%), la noix de cajou (+29,7%), le coton masse (+89,2%), le cacao transformé (+8,9%), l'huile de palme (+66,5%), les produits pétroliers autre que le pétrole brut (+21,2%), l'or (+13,7%) et le pétrole brut (+25,7%).

S'agissant des importations, elles sont portées par l'accroissement en valeur, à la fois, des achats de biens de consommation (+28,4%), de biens intermédiaires (+8,5%) et de biens d'équipement (+13,9%). De façon spécifique, elles tirent avantage des achats de « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (+69,8%), de « véhicules de tourisme » (+74,0%), de « poissons frais » (+17,7%), de « Fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » (+41,7%), de « matériels de transport routier autres que les véhicules de tourisme » (+32,9%) et de machines mécaniques (+16,8%).

Graphique 7 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur à fin août



Il découle de ces évolutions un solde commercial hors biens exceptionnels excédentaire de 673,3 milliards contre un excédent de 566,7 milliards réalisé à fin août 2020, soit une amélioration de 18,8%.

4 SITUATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

La situation monétaire et financière est caractérisée par le maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire de la BCEAO. Au niveau boursier, le redressement progressif des indicateurs d'activités témoigne d'un regain de confiance des investisseurs.

4.1 Situation monétaire

La situation monétaire est caractérisée à fin août 2021 par un accroissement de la masse monétaire au sens large de 24,3% (+2 770 milliards) sous l'effet de la hausse des actifs extérieurs nets (+1 839,7 milliards ; +70,1%), des créances nettes sur l'Administration Centrale (+804,6 milliards ; +24,2%) et des créances sur l'économie (+626,8 milliards ; +8,4%). En revanche, les passifs à caractère non monétaire (-332,3 milliards ; -18,0%) et les autres postes nets (-168,8 milliards ; -125,9%) se contractent.

Les actifs extérieurs nets se consolident, grâce aux émissions d'eurobonds sur le marché international et au raffermissement du solde commercial. Les créances nettes sur l'Administration centrale quant à elles, augmentent en

raison des besoins financiers de l'Etat pour juguler la crise sanitaire et soutenir la relance économique.

Tableau 3 : Evolution des principaux agrégats de la situation monétaire

Agrégats monétaires (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)	Fin août 2020	Fin août 2021	Variations	
			Absolue	Relative
Masse monétaire (M2)	11 402,2	14 172,1	2 770,0	24,3%
<i>Monnaie fiduciaire</i>	2 613,6	3 408,9	795,3	30,4%
<i>Dépôts transférables</i>	5 144,7	6 305,1	1 160,5	22,6%
<i>Autres dépôts inclus dans la masse monétaire</i>	3 643,9	4 458,1	814,2	22,3%
Actifs extérieurs nets	2 625,2	4 464,9	1 839,7	70,1%
Créances intérieures	10 760,4	12 191,8	1 431,4	13,3%
<i>Créances sur l'Administration Centrale</i>	3 324,4	4 129,0	804,6	24,2%
<i>Créances sur l'économie</i>	7 436,0	8 062,8	626,8	8,4%
Passifs à caractère non monétaire	-1 849,3	-2 181,7	-332,3	18,0%
Autres postes nets	-134,1	-302,9	-168,8	125,9%

Source: DGE, BCEAO

Au terme des huit premiers mois de l'année 2021, la situation des banques est marquée par la hausse de 25,4% (+863,0 milliards) du montant cumulé des nouvelles mises en place de crédits ordinaires, en glissement annuel. Cet accroissement est imputable aux crédits octroyés aux « Autres sociétés » (+367,9 milliards), aux « Entreprises individuelles » (+340,7 milliards), aux « Sociétés d'État EPIC » (+148,7 milliards), aux « Clients divers » (+43,3 milliards) et aux « Personnels des banques » (+31,9 milliards). Toutefois, l'impact de ces augmentations est atténué par le retrait des montants alloués aux « Assurances et Caisses de retraite » (-29,0 milliards), aux « Particuliers » (-25,3 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » et à la « Clientèle financière » (-5,9 milliards).

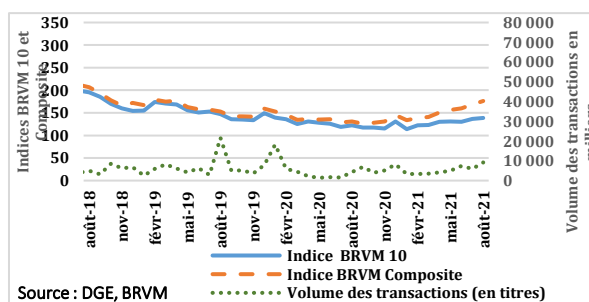
Par ailleurs, le taux d'intérêt moyen créditeur ressort en baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à son niveau sur la même période de l'année 2020 pour s'afficher à 6,0%. La durée moyenne des crédits sur la période sous revue s'établit à

17,8 mois contre 21,7 mois sur la période correspondante de 2020.

4.2 Marché boursier

Les mouvements haussiers observés sur la place financière régionale de l'UEMOA depuis le mois de février 2021, se poursuivent au mois d'août 2021. Les indices BRVM 10 et BRVM composite se raffermissent respectivement de 13,4% et 35,0% comparativement au mois précédent. Les secteurs d'activités au centre des intérêts des investisseurs sont le transport (+23,0%), l'agriculture (+12,7%) et l'industrie (+12,3%). Aussi, le volume et la valeur totale transigés progressent respectivement de 112,8% et 167,8% en variation mensuelle.

Graphique 8 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Par ailleurs, le marché des actions est caractérisé au mois d'août 2021 par un PER¹ moyen de 11,48 en progression de 0,84 point de pourcentage comparé à celui du mois précédent. Toutefois, la prime de risque du marché recule de 0,69 point de pourcentage pour s'établir à 3,81%.

En moyenne sur les huit premiers mois de l'année 2021, l'indice BRVM 10 recule modérément de 0,1% tandis que l'indice BRVM composite s'accroît de 11,3%, en glissement annuel.

La hausse de l'indice composite résulte essentiellement de la progression des indices des secteurs de l'agriculture

(+95,8%), de l'industrie (+74,0%), de la distribution (+9,6%) et des finances (+8,8%).

S'agissant de la capitalisation boursière, elle se raffermie de 32,9% à la fin du mois d'août 2021, en glissement annuel, grâce à la hausse de la capitalisation du marché des actions (+35,2%) et de celle du marché des obligations (+31,1%).

En conclusion, l'économie ivoirienne reste caractérisée par une évolution à la hausse de l'agriculture d'exportation, de la production industrielle et du secteur tertiaire dans son ensemble. Par ailleurs, les tensions sur les prix à la consommation persistent en relation notamment avec la baisse de la production vivrière et l'insécurité dans les zones d'élevage de bétail et de production maraîchère des pays sahéliens.

Le marché de l'emploi formel reste dynamique et le financement de l'économie continue de bénéficier de l'orientation accommodante de la politique monétaire et reste soutenu.

La fin du rationnement de l'électricité intervenue à la mi-juillet 2021 devrait contribuer au renforcement de l'activité économique au second semestre.

Au regard de ces évolutions et des perspectives sur le reste de l'année 2021, la prévision de croissance du PIB réel en 2021 est maintenue à 6,5%.

¹ Price Earning Ratio : ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en bourse d'une entreprise et ses profits

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	août.-20	fév.-21	mars.-21	avril.-21	mai.-21	juin.-21	juil.-21	août.-21	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-24,1%	11,8%	105,0%	250,3%	133,0%	81,6%	73,8%	58,3%	63,4%
Cours du cacao	7,0%	-11,4%	5,3%	4,3%	4,2%	6,2%	10,7%	5,8%	1,6%
Cours de l'euro par rapport au dollar	6,3%	10,9%	7,6%	10,3%	11,4%	7,0%	3,1%	0,1%	7,4%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao (données trimestrielles)	0,0%	nd ²	15,2%	nd	nd	29,4%	nd	nd	nc ³
Café (données trimestrielles)	0,0%	nd	-48,6%	nd	nd	15,9%	nd	nd	nc
Coton	nd	10,0%	13,3%	38,7%	134,7%	nd	nd	nd	nc
Anacarde	94,1%	575,2%	95,1%	49,3%	-29,7%	-24,5%	-61,7%	-75,4%	29,8%
Secondaire									
IHPI global	-1,9%	-4,4%	10,6%	10,9%	12,5%	7,8%	13,4%	8,8%	5,9%
IHPI hors extraction	1,8%	-4,3%	10,4%	10,0%	9,0%	7,6%	16,3%	9,6%	5,8%
Industrie manufacturière	0,6%	-3,9%	12,4%	12,8%	15,3%	11,6%	20,8%	12,0%	8,0%
Electricité, gaz	3,4%	-6,9%	1,4%	-2,3%	-14,0%	-10,0%	-2,0%	0,0%	-4,1%
BTP	5,14%	-4,9%	21,4%	-10,6%	-9,1%	9,3%	nd	nd	nc
Production d'électricité	9,7%	-3,0%	5,8%	2,3%	-11,0%	-5,6%	3,5%	4,6%	0,2%
Production de produits pétroliers	-23,9%	14,1%	21,2%	24,1%	26,3%	26,5%	46,7%	25,2%	19,1%
Pétrole brut	-18,1%	-15,0%	-46,8%	-12,1%	-6,3%	-5,9%	-2,8%	-26,0%	-16,0%
Gaz naturel	8,1%	-3,1%	6,3%	7,4%	6,8%	13,9%	24,0%	11,7%	8,4%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	-1,9%	8,3%	8,0%	18,8%	26,5%	16,1%	7,8%	9,3%	12,5%
Trafic global maritime	1,7%	-6,5%	16,1%	36,7%	11,3%	26,4%	18,0%	11,8%	16,1%
Total voyageurs aérien	-67,2%	-46,4%	-1,1%	6829,6%	4140,8%	3153,7%	391,5%	159,6%	82,7%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-10,9%	8,1%	22,1%	6,6%	-5,5%	33,2%	14,5%	11,0%	11,8%
Echanges extérieurs									
Exportation en quantité	5,9%	11,5%	42,8%	7,8%	11,9%	-26,8%	16,7%	1,6%	5,7%
Importation en quantité	20,0%	19,6%	13,1%	13,7%	55,1%	27,1%	49,1%	-16,0%	17,1%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	-6,9%	11,8%	28,2%	51,6%	12,4%	5,9%	28,8%	32,3%	19,0%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	6,9%	11,0%	15,7%	0,4%	53,1%	55,9%	35,2%	14,8%	19,0%
Solde commercial (en milliards CFA)	-53,19	228,85	324,78	218,72	-203,96	-41,34	-220,36	23,14	673,31
Financement									
Masse Monétaire (M2)	18,2%	22,1%	25,7%	24,5%	24,6%	26,8%	25,8%	24,3%	24,3%
Actifs Extérieurs Nets	57,7%	56,6%	62,8%	50,6%	53,5%	65,1%	84,2%	70,1%	70,1%
Créances intérieures	9,9%	13,4%	14,5%	13,4%	15,5%	15,7%	16,0%	13,3%	13,3%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	15,6%	19,2%	28,9%	27,2%	37,0%	28,2%	38,0%	24,2%	24,2%
Créances sur l'économie BRVM composite	7,5%	11,0%	8,7%	7,8%	7,1%	10,3%	7,4%	8,4%	8,4%
BRVM composite	-14,7%	-5,0%	5,0%	9,9%	15,8%	17,8%	30,8%	35,0%	8,2%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	15,8%	11,0%	15,4%	21,2%	58,1%	33,0%	12,6%	24,2%	23,2%
Dépenses totales & Prêts nets	63,0%	7,7%	5,8%	35,4%	5,4%	-17,9%	1,2%	7,9%	5,7%
Investissement public	139,1%	-62,9%	23,0%	132,6%	-35,0%	-40,1%	-12,6%	31,1%	-6,8%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-225,7	-14,34	-220,60	-177,97	-55,10	-110,51	-121,10	-182,31	-737,5
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	2,7%	3,2%	3,3%	3,9%	4,2%	3,5%	3,9%	4,7%	3,6%
Indice des biens alimentaires	4,4%	5,4%	5,1%	5,2%	6,8%	5,9%	7,5%	8,5%	5,9%
IHPC hors biens alimentaires	2,0%	2,2%	2,5%	3,3%	2,9%	2,4%	2,2%	2,9%	2,5%
Emploi									
Salariés secteur formel	4,9%	6,3%	7,3%	8,0%	7,3%	6,8%	7,5%	6,3%	6,3%
Salariés secteur formel privé	4,6%	6,1%	7,2%	7,7%	6,9%	6,4%	7,3%	5,7%	5,7%

Source : DGE

Direction des Prévisions, des Politiques
et des Statistiques Economiques (DPPSE)
Tél: (+225)2720200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Version du 27 octobre 2021

Date de validation : 27 octobre 2021

Pour en savoir plus :
Sous-Direction de la Conjoncture
Email : sd.dppse@dge.gouv.ci

Tel : (+225) 2720200924/2720200925

2 ND : Non disponible

3 NC : Non calculé